

Municipales : à Sarcelles, le tabou Mélenchon

Quatre candidats s'affrontent pour les élections de mars dans cette ville populaire du Val-d'Oise

Le marché de Sarcelles, l'un des moins chers de l'Île-de-France, est un décor parfait pour les vidéos de campagne des candidats aux municipales. Les réseaux sociaux s'y illustrent partout, y compris derrière les stands. Dès le premier étal de sa tournée, dimanche 8 mars, Patrick Haddad croise une abonné : « Je suis SarahTelAviv », glisse-t-elle – c'est sous ce pseudonyme qu'elle like les publications du maire sortant de la ville. Quelques mètres plus loin, c'est au tour du maire d'interpeller Abdel, un employé communal, soutien de Bassi Konate, l'un de ses adversaires : « Ty es allé fort, dis-moi ! » Abdel se marre. Dans une vidéo postée sur Facebook, il se moque de la liste fourre-tout d'un troisième candidat de Sarcelles, François-Xavier Valentin : « On dirait qu'il est passé avec un camion ramasser les encombrants (...) du mardi soir ».

Patrick Haddad, Bassi Konate, François-Xavier Valentin. Un cadre du Parti socialiste soutenu par les communistes et Place publique, un candidat « citoyen » soutenu par La France insoumise (LFI) et Les Écologistes, un ancien collaborateur de l'ex-maire socialiste François Pupponi passé depuis par Horizons, rejoins en dernière minute par un quatrième homme, Mohamed Ali Abchiche, soutenu, lui, par Génération(s) : voilà pour les candidats à Sarcelles (Val-d'Oise), 60 000 habitants, l'une des dix villes les plus jeunes et les plus pauvres de France. Aucune liste Les Républicains, aucune liste Rassemblement national. « Être maire, c'est devenu tellement difficile, dit Patrick Haddad. Les gens sont impatient, vous écrivent sur les réseaux... Ils pensent que gérer une ville, c'est Amazon. »

Campagne sur Tik Tok
Parmi les sujets qui fâchent, le marché, près du centre commercial Les Flanades. Trois fois par semaine, des robots et des culottes à 2 euros, des presse-citron à 3, des coques de téléphone à 6, des baskets à 10... Il attire toute l'Île-de-France et s'étend chaque mois un peu plus loin. Pas un candidat qui ne parle des vendeurs à la sauvette et des rats attirés par les déchets.

Cadre dans la fonction publique et vingt ans d'associatif à son actif, Bassi Konate, qui tracte en musicien sur le marché au milieu de militants en blouse blanc floqué de son nom, propose un « Numéro Vert pour des interventions d'urgence en cas de barbecue à ciel ouvert, l'éradication professionnelle des rats et la pose de filets



Le marché des Lochères, à Sarcelles (Val-d'Oise), le 25 avril. THIBAUD MORITZ/AFEP

dans les cours d'immeubles pour les empêcher d'entrer chez les gens ». François-Xavier Valentin envisage, de son côté, « des caméras à intelligence artificielle pour détecter les jets d'ordures des balcons, une brigade spécialisée pour le marché et une petite antenne de police qui ouvrirait plus tôt, à 6 heures du matin ». Quant à Mohamed Ali Abchiche, six de ses colistiers sont des riverains du marché et postent sur Tik Tok des vidéos de nuisances. Embarqué dans la polémique, le maire rappelle que des brigades de l'environnement dressent d'ores et déjà jusqu'à 200 000 euros de contraventions par an contre les dépôts sauvages.

Sur Tik Tok, Bassi Konate a pris tout le monde de vitesse, mais, depuis, chacun s'y est mis. La vidéo de François-Xavier Valentin avec l'ancien Sarcellois et défenseur international de football Philippe Christval pour protester contre un projet de commissariat sur le terrain de football portant son nom a fait plus de 80 000 vues et animé davantage de discussions que le conflit israélo-palestinien dans une ville qui compte l'une des communautés juives les plus concentrées d'Île-de-France (entre 8 000 et 10 000 personnes). Depuis l'émeute antisémite de l'été 2014, à la fin de la dispersion d'un rassemblement contre la guerre à Gaza, Patrick Haddad dit avoir « tout fait pour éviter l'importation de enjeux internationaux dans la ville ». Pas de photos des

« Être maire, c'est devenu tellement difficile. Les gens sont impatientes »

PATRICK HADDAD
maire de Sarcelles
(Val-d'Oise)

otages israéliens sur la mairie, pas de drapeau palestinien, le 22 septembre 2025, lors de la reconnaissance officielle de cet Etat par la France. « Des familles sont parties après le 7-October, explique le grand rabbin du Val-d'Oise, Laurent Berros. Mais on en a accueilli d'autres, de Stains [Seine-Saint-Denis], de Garges-lès-Gonesse [Val-d'Oise], et l'offensive israélienne américaine en Iran n'est pas un sujet dans la campagne. »

Série d'incidents

La polémique suscitée par les propos de Jean-Luc Mélenchon sur la prononciation des noms de Jeffrey Epstein et de Raphaël Glucksmann n'a pas non plus été exploitée, mais l'ombre du chef de file des « insoumis », plane sur toute la campagne, chaque candidat faisant tout pour le tenir à distance. François-Xavier Valentin accuse M. Haddad d'avoir « fait entrer LFI dans la ville en faisant alliance avec

« l'Insoumis » Carlos Martens Bilongo », élu député sous la bannière Nouvelle Union populaire écologique et sociale en 2022.

Le maire lui rétorque qu'il compte sur sa liste « trois candidats de la liste avortée lancée en début de campagne par LFI ». L'un et l'autre se retrouvent enfin pour faire de Bassi Konate le candidat des « insoumis », ce qui exaspère cet « enfant du vivre-ensemble à Sarcelles », qui dit n'avoir « jamais entendu parler » de Jean-Luc Mélenchon : « J'ai d'autres soutiens, je suis à fond dans ma campagne. »

Aucun des candidats n'a cherché à tirer parti de deux incidents survenus début mars. Le 6, une altercation, boulevard Albert-Camus, entre une jeune fille et trois garçons a viré en insultes (« le Conan je vais te tuer », à l'anc l'un d'entre eux à la jeune fille juive) puis en bagarre. Deux jours plus tard, à l'issue de la projection du film

d'horreur américain *Scream 7* dans un cinéma de la ville, un père et de son fils (non sarcellois) ont tenu des propos clairement antisémites à l'encontre d'un groupe de spectateurs bruyants.

Mais, mercredi 11 mars, un dernier événement a fini par traverser la campagne. Bassi Konate a regretté dans un communiqué d'avoir pu assister à une partie de la cérémonie commémorative de la tuerie de mars 2012 à Toulouse, dans le nouveau centre Bérchit de la communauté juive de Sarcelles. Son président, Moïse Kahoulou, affirme au *Monde* qu'Éva Sandler, la veuve de Jonathan Sandler et la mère d'Arif et Gabriel, assassinés par Mohamed Merah, « n'avait pas souhaité » que le candidat soutenu par LFI y assiste, et lui avait expliqué lui-même par écrit que sa décision ne le visait pas « personnellement », mais concernait un parti. ■

ARIANE CHEMIN

Le PS dénonce le « pacte de déshonneur » liant LR et extrême droite

Les socialistes cherchent à répondre à Bruno Retailleau, qui avait évoqué des « accords de la honte » avec LFI pour les municipales

Une réponse en forme de contre-attaque. Les mars, le président du parti Les Républicains (LR), Bruno Retailleau, dénonçait, liste à l'appui, les 112 « accords de la honte » entre La France insoumise (LFI) et les autres partis de gauche lors des élections municipales des 15 et 22 mars. Mercredi 11 mars, les socialistes ont décidé de lui rendre la pareille avec un seul similaire de pédagogie : un tableau dénonçant des alliances entre des listes de droite et des listes d'extrême droite.

Un « pacte de déshonneur », « une compromission criante » des Républicains avec le Rassemblement national (RN) et Reconquête!, a dénoncé le secrétaire général du Parti socialiste

(PS), Pierre Jouve, lors d'une conférence de presse. « Il y a une hypocrisie réelle d'un parti politique qui n'a de républicain que le nom et passe tout son temps à construire la fusion entre la droite et l'extrême droite », a renchéri le lieutenant du premier secrétaire, Olivier Faure. Sur France Inter le matin même, le président LR du Sénat, Gérard Larcher, avait déclaré ne vouloir « aucune alliance avec le RN » et estimé que les candidats qui s'y prêtent n'auraient « plus leur place » dans son parti.

En revendiquant de s'appuyer sur les données électorales publiées par le ministère de l'Intérieur, les socialistes disent avoir observé des « pactes secrets » entre LR, le parti de Jordan Bardella

(RN) et celui d'Eric Zemmour (Reconquête!). Pour preuve, selon le PS, des listes d'extrême droite présentes lors des municipales en 2020 se seraient totalisées au profit de listes de droite « dans 72 villes ». Un effacement qui ne serait pas dû à des difficultés d'implantation du RN localement puisque sur ces 72 cas de figure, 36 listes totalisaient entre 10 % et 45 % des suffrages six ans auparavant, affirme la formation d'Olivier Faure.

M. Jouve pointe aussi du doigt des candidats LR aujourd'hui présents sur des listes RN ainsi que sa réciproque. Le parti à la rose dit dénombrer « 575 candidats présents sur des listes de droite en 2020 [qui] sont désormais candidats sur des listes de l'extrême

droite, dont 45 têtes de liste » et « 136 candidats sur des listes du RN ou de l'extrême droite en 2020 désormais candidats sur des listes de droite, dont certaines sont labellisées LR ».

Positions de principe

Cette opération de communication a un autre objectif : elle permet à la direction du PS de préparer les esprits aux possibles négociations d'entre-deux-tours à venir avec LFI. En effet, dans certaines municipalités, les candidats socialistes pourraient avoir besoin du soutien des listes « insoumis » pour conserver leur ville, voire pour espérer quelques conquêtes face à la droite et l'extrême droite. Jusqu'à présent, le PS balayait d'un revers

de main toute alliance nationale avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, mais n'a jamais fermé définitivement la porte à d'éventuels accords de second tour « au cas par cas ».

À Paris et Marseille, bien que menacés par LR et le RN, les têtes de liste Emmanuel Grégoire (PS) et Benoît Payan (divers gauche) ne cessent de répéter qu'il n'y aura aucun pacte avec leurs concurrents LFI, Sophia Chikrou et Sébastien Delogu. Autre exemple, à Toulouse, une ville que le PS lorgne particulièrement. Sa tête de liste, François Briancan, qui pourrait avoir besoin des voix « insoumis » au second tour, a déclaré qu'aucune alliance ne saurait voir le jour si le candidat LFI, François Piquemal, ne condamnait pas les

dernières polémiques de son leader, Jean-Luc Mélenchon, accusé, le 3 mars, dans un communiqué du Parti socialiste, de « propos antisémites », après avoir déformé la prononciation des noms de Raphaël Glucksmann et de Jeffrey Epstein.

Ces positions de principe résisteront-elles aux réalités des urnes au soir du premier tour ? Le spectre de l'union des droites et celui d'une victoire de l'extrême droite ont toujours été un déclencheur de l'union à gauche. Lors des élections législatives anticipées de 2024, le ralliement du LR Eric Ciotti au RN a servi d'électrochoc pour les partis de gauche qui s'étaient réconciliés autour du Nouveau Front populaire. ■

OLIVIER PÉROU